



Conseil de sécurité

Briefing UNISFA, Soudan / Soudan du Sud

New York, le 6 novembre 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'aimerais me joindre à mes collègues et remercier le Secrétaire général adjoint Lacroix et l'Envoyée spéciale Tetteh pour leurs exposés. Je salue également la présence des représentantes et représentants du Soudan et du Soudan du Sud à cette réunion.

Comme le Secrétaire général le souligne dans son rapport - et comme nous venons de l'entendre aussi aujourd'hui - le conflit au Soudan a un impact préoccupant sur la situation en Abyei. Il a mis un terme aux dynamiques constructives vers une résolution du différend relatif à la région qui prévalait au début d'année, et aggrave une situation humanitaire et sécuritaire déjà critique. A cela s'ajoutent - et nous l'avons aussi entendu - les confrontations entre les Twic Dinka et les Ngok Dinka des deux côtés de la limite méridionale, qui ont à nouveau augmenté ces dernières semaines. Tout ceci affecte la mise en œuvre du mandat de la Force intérimaire de sécurité de l'ONU pour Abyei.

Compte tenu du risque d'instabilité accrue, j'aimerais souligner trois points :

Premièrement, il faut faire davantage pour protéger la population des incidents armés et pour mitiger l'impact de l'arrivée de ceux qui fuient le conflit au Soudan et des déplacements résultant des tensions intercommunautaires. A cet égard, nous félicitons les Misseriya et les Ngok Dinka pour la Conférence sur les couloirs de transhumance à Noong, et les encourageons à poursuivre cette dynamique positive. En l'absence du Service de police d'Abyei, les comités de protection de la population locale et le comité mixte de protection sont essentiels pour la promotion de l'état de droit et le maintien d'un système d'alerte précoce. Nous saluons le soutien apporté par la FISNUA à cet égard, et réitérons notre appel aux autorités soudanaises à faciliter le déploiement complet de la capacité policière mandatée. En outre, la présence des forces de sécurité des deux pays et la prolifération des armes continuent à nous inquiéter : Abyei doit rester une zone démilitarisée, conformément à la demande de ce Conseil.

Deuxièmement, promouvoir une paix inclusive est fondamental dans les circonstances actuelles. Il est donc important de continuer à investir dans un climat de confiance et de renforcer un engagement communautaire inclusif. Nous saluons d'ailleurs le rôle actif des femmes, que ce soit au travers des forums consultatifs, les comités mixtes pour la paix dans la région d'Amiet et en tant que défenseuses des droits humains. De même, l'implication accrue des réseaux de jeunes dans la diffusion d'alertes précoces montre le potentiel clé des jeunes en

tant qu'agentes et agents de paix. Nous soutenons pleinement les efforts déployés par les Equipes pays de l'ONU au Soudan et au Soudan du Sud pour opérationnaliser le programme conjoint d'Abyei, malgré les difficultés, en particulier dans le Nord d'Abyei. Cela est d'autant plus important que les activités économiques et la fourniture en marchandises en provenance du Nord sont perturbés. En outre, nous appelons toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, notamment à autoriser et à faciliter le passage rapide et sans encombre des secours humanitaires.

Troisièmement, la FISNUA joue un rôle essentiel pour la paix et la sécurité en Abyei. Nous saluons son engagement clé pour la protection des civils et la flexibilité opérationnelle dont elle fait preuve face à l'évolution de la situation sur place. Nous espérons une meilleure acceptation de la force grâce au contingent multinational. En raison du conflit, sa reconfiguration a pris du retard. Seulement en pleine capacité opérationnelle la FISNUA serait suffisamment mobile, agile et réactive dans ce contexte difficile. A cet égard, nous appelons le Soudan et le Soudan du Sud à continuer de respecter l'accord sur le statut des forces. Il s'agit notamment de garantir à ce que la FISNUA et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière puissent continuer à se déplacer librement et à opérer dans des conditions sûres et sécurisées.

Monsieur le Président,

En vue des conditions de plus en plus difficiles, nous réitérons notre plein soutien au travail de la FISNUA, à l'Envoyée spéciale, ainsi qu'à l'Union africaine et à l'IGAD. La Suisse restera engagée à travailler avec toutes les parties prenantes pour atteindre la paix et la prospérité en Abyei.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr President,

I would like to join my colleagues in thanking Under-Secretary-General Lacroix and Special Envoy Tetteh for their presentations. I also welcome the presence of the representatives of Sudan and South Sudan at this meeting.

As the Secretary-General points out in his report - and as we have just heard today - the conflict in Sudan is having a worrying impact on the situation in Abyei. It has put an end to the constructive momentum towards a resolution of the dispute over the region that prevailed at the beginning of the year, and is worsening an already critical humanitarian and security situation. Added to this - and we have heard it too - are the confrontations between the Twic Dinka and Ngok Dinka on either side of the southern border, which have increased again in recent weeks. All this is affecting the implementation of the mandate of the UN Interim Security Force for Abyei.

Given the risk of increased instability, I would like to emphasise three points:

First, more needs to be done to protect the population from armed incidents and to mitigate the impact of the arrival of those fleeing the conflict in Sudan as well as of displacement resulting from inter-communal tensions. In this respect, we congratulate the Misseriya and Ngok Dinka for the Conference on transhumance corridors in Noong, and encourage them to continue this positive dynamic. In the absence of the Abyei Police Service, the community protection committees and the joint protection committee are essential for promoting the rule of law and maintaining an early warning system. We welcome the support provided by UNIFSA in this regard, and reiterate our call to the Sudanese authorities to facilitate the full deployment of the mandated police capacity. Furthermore, the presence of security forces from both countries and the proliferation of weapons continue to give us cause for concern: Abyei must remain a demilitarised zone, as requested by this Council.

Secondly, promoting an inclusive peace is fundamental in the current circumstances. It is therefore important to continue to invest in a climate of trust and to strengthen an inclusive community commitment. We welcome the active role played by women, whether through consultative forums, joint peace committees in the Amiet region or as human rights defenders. Similarly, the increased involvement of youth networks in the dissemination of early warnings demonstrates the key potential of young people as agents of peace. We fully support the efforts of the UN Country Teams in Sudan and South Sudan to operationalize the joint Abyei program, despite the difficulties, particularly in northern Abyei. This is all the more important as economic activities and the supply of goods from the North are disrupted. In addition, we call on all parties to respect their obligations under international humanitarian law, including allowing and facilitating the rapid and unhindered passage of humanitarian relief supplies.

Thirdly, UNSIF plays a key role in ensuring peace and security in Abyei. We welcome its key commitment to the protection of civilians and the operational flexibility it demonstrates in response to the evolving situation on the ground. We look forward to greater acceptance of the force through the multinational contingent. Because of the conflict, its reconfiguration has been delayed. Only at full operational capability would UNIFSA be sufficiently mobile, agile and responsive in this difficult context. In this respect, we call on Sudan and South Sudan to continue to respect the status of forces agreement. This includes ensuring that UNIFSA and the Joint Border Verification and Monitoring Mechanism can continue to move freely and operate in safe and secure conditions.

Mr. President,

In view of the increasingly difficult conditions, we reiterate our full support for the work of UNIFSA, the Special Envoy, the African Union and IGAD. Switzerland will remain committed to working with all stakeholders to achieve peace and prosperity in Abyei.

Thank you.